



Racisme dans la Police et violences policières sont le résultat de choix politiques.

« *I can't breathe* » : laissez-nous respirer !

Ce samedi, des dizaines de milliers de manifestant.es se sont mobilisé.es à Paris, Lille ou encore Marseille malgré l'interdiction de manifester. Des marées humaines se sont également levées à Berlin, Sidney, Londres... dans des pays dans lesquels l'État d'urgence sanitaire ne sert pas de prétexte à empêcher l'expression publique de masse. La FSU 93 soutient ces manifestations et réclame la fin de l'impunité : justice doit être faite dans toutes les affaires des brimades jusqu'aux bavures ayant entraîné la mort.

L'assassinat de Georges Floyd par un policier a réveillé une profonde colère, qui se manifeste en France depuis des dizaines d'années de manière latente. Le parallèle avec la mort d'Adama Traoré est évident.

La Seine-Saint-Denis connaît malheureusement trop bien ces violences. Dans un département où le service public de la police est très souvent défaillant pour le citoyen lambda, les immigré.es et jeunes issu.es de l'immigration maghrébine ou subsaharienne sont victimes de contrôles au faciès récurrents. Les derniers faits médiatiques en date :

- une patrouille de police à L'île-Saint-Denis, filmée en train de tenir des propos racistes caractérisés avant de tabasser un gardé à vue menotté dans le fourgon. Où en est l'enquête ?
- l'interpellation par les forces de l'ordre à Bondy d'un jeune garçon de 14 ans entraînant un traumatisme facial et crânien. Il s'est vu prescrire 30 jours d'incapacité totale de travail (ITT) et doit subir une opération au niveau de l'orbite de l'œil, qu'il pourrait perdre.

Dans l'écrasante majorité des cas, l'IGPN classe sans suite les affaires impliquant la responsabilité des policiers et crée chez les citoyens un sentiment de colère légitime. Violences dans les quartiers populaires, Gilets jaunes éborgné.es, humiliations de lycéen.nes à Mantes-la-Jolie, charge policière dans le cortège syndical du 1^{er} mai avec des blessé.es... Comment s'étonner que le rapport de confiance n'existe pas quand de nombreuses comparutions immédiates ont touché des manifestant.es, y compris des lycéen.nes en lutte contre les E3C.

N'oublions jamais : il y a 15 ans, Zyed (17 ans) et Bouna (15 ans) sont morts car poursuivis par la police voulant les contrôler puis abandonnés par celle-ci dans un transformateur EDF à Clichy-Sous-Bois. Des semaines d'émeutes avaient embrasé le département. Les jeunes revendiquaient l'égalité, l'accès à l'emploi, des services publics (comme l'école et les transports !) de qualité ... et surtout l'arrêt des bavures policières qui augmentaient de manière exponentielle ! En cause, la politique de Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur.

Le service public de la police avait lui aussi été mis sous la pression du résultat. Tout en supprimant 13 000 postes entre 2002 et 2007, le ministre Nicolas Sarkozy de l'époque appliquait lui aussi la LOLF (Loi Organique relative aux Lois de Finances) votée en 2001 par le gouvernement Jospin, qui consistait à « rationaliser » les dépenses publiques.

La FSU 93 dénonce le racisme et les violences policières. Le gouvernement doit abandonner ses politiques répressives qui font l'objet de condamnations internationales, notamment de la part de l'ONU. La FSU 93 exige l'interdiction immédiate des armes mutilantes et la création d'un organisme de contrôle de la police, indépendant du pouvoir exécutif au service des ultra-riches.

La FSU93 appelle à se rassembler MARDI 9 JUIN à 18h – Place de la République à PARIS